

Andry Rajoelina prend le pouvoir à Madagascar

Arrib News, 18/03/2009 – Source Reuters Andry Rajoelina, qui a pris la tête des autorités provisoires à Madagascar, a fêté mercredi sa victoire et la démission du président Marc Ravalomanana par un grand rassemblement sur la place du 13-Mai, au cœur d'Antananarivo. Au terme d'un bras de fer de près de deux mois avec l'opposition, Ravalomanana a remis mardi ses pouvoirs à l'armée, qui a ensuite investi Rajoelina, chef de l'opposition et maire de la capitale. Andry Rajoelina, un ancien disc-jockey âgé de 34 ans, s'est rendu mercredi auprès de ses partisans dans les rues de la capitale après avoir rencontré les ministres du gouvernement parallèle qu'il avait mis en place il y a quelques jours pour fixer une stratégie d'action. Au premier plan de ses priorités figurent la lutte contre la pauvreté dans l'île et la nécessité de rassurer la communauté internationale face aux conditions discutables de son arrivée au pouvoir. Il devra aussi s'assurer de la cohésion et de la fidélité de l'ensemble des forces armées, traditionnellement neutres dans les conflits politiques sur la Grande Île, qui avaient basculé dans son camp le week-end dernier. "Nous allons assurer le retour à la normale, le rétablissement de la sécurité et avant tout la réconciliation nationale, qui est au cœur même de la démocratie", a-t-il lancé à des milliers de personnes rassemblées sur la place du 13-Mai. PERSONNEL AMÉRICAIN VACUÉ On ignore où se trouve l'ancien président, qui a quitté sa résidence officielle des faubourgs d'Antananarivo, palais d'Iavoloha, à une dizaine de kilomètres au sud de la capitale, où de nombreux militaires ont pris position. Un journaliste a constaté que des vitres du palais avaient été brisées et des meubles détruits. Des inconnus ont essayé de forcer un coffre-fort avec un pied-de-biche. On ignore qui est responsable de ces dégradations - la garde présidentielle avant son départ, les soldats ralliés à l'opposition ou des civils. Depuis le début de la crise, plus de 135 personnes avaient trouvé la mort dans les affrontements. Le secteur touristique, qui rapporte chaque année 390 millions de dollars, a souffert et les investisseurs étrangers, dans les mines et le pétrole, ne cachent pas leur inquiétude de voir l'instabilité politique se prolonger. Andry Rajoelina a pris possession des locaux présidentiels dans la capitale et son entourage l'a présenté comme le leader d'une "autorité de transition". "Vous pouvez m'appeler président", a-t-il dit mardi à la chaîne de télévision française LCI. Les ministères devaient rouvrir mercredi dans la capitale, et les barrages être levés dans le centre-ville. Mais, craignant la persistance de la tension, l'ambassade des États-Unis a rapatrié ses employés non indispensables et leurs familles. Le nouvel homme fort de Madagascar a promis de rédiger une nouvelle constitution pour aboutir à la "Ive République" et d'organiser des élections d'ici deux ans. Aux termes de la constitution malgache, c'est le président de la chambre haute du parlement qui aurait dû assumer la transition après la démission du chef de l'État et organiser des élections dans les deux mois. Mais les circonstances font de Rajoelina le président de facto de la Grande Île - normalement le chef de l'État doit avoir au moins 40 ans, six ans de plus que Rajoelina. La Cour constitutionnelle de Madagascar a néanmoins avalisé dans un communiqué l'accession au pouvoir suprême du maire d'Antananarivo, dont l'investiture officielle est prévue samedi. AMATEURISME A Paris où il vit, Pierrot Rajaonarivelo, un ancien vice-Premier ministre du président Didier Ratsiraka aujourd'hui en exil, a jugé trop long le délai de deux ans pour organiser des élections. "Pourquoi partir de cette idée de vingt-quatre mois? Je suis derrière Rajoelina mais je pense qu'il y a un peu d'amateurisme", a-t-il dit mardi soir. L'Union africaine (UA), qui avait exigé que la constitution soit "scrupuleusement" respectée, a été placée devant le fait accompli. Mais le fait que l'armée ait remis le pouvoir à l'opposition pourrait atténuer ses critiques. Le président sud-africain Kgalema Motlanthe, qui dirige la Communauté pour le développement de l'Afrique australe (SADC), dont Madagascar fait partie, a toutefois critiqué une initiative contraire à la constitution. "L'Afrique du Sud et la SADC n'approuveront jamais, dans aucun de ses États membres, un transfert de pouvoir anticonstitutionnel aux dépens d'un gouvernement démocratiquement élu", a-t-il dit. Une réunion de la SADC est prévue jeudi au Swaziland pour débattre de cette situation "triste et inacceptable", a déclaré Tomaz Salamao, secrétaire exécutif de l'organisation. Selon son porte-parole, Marc Ravalomanana, qui, il y a quelques jours encore, assurait qu'il ne démissionnerait "jamais", a renoncé au pouvoir dans l'intérêt de l'ancienne colonie française. "Il s'est comporté en homme d'État", a ajouté le porte-parole au sujet de l'ancien homme d'affaires de 59 ans surnommé "le roi du yaourt". Pour Andry Rajoelina, Ravalomanana s'est comporté en "dictateur" et a gâché le pays comme sa propriété.